

au cœur même de l'Europe et au voisinage immédiat du glacis soviétique et de l'U.R.S.S.

La « neutralisation » de l'Allemagne signifiera matériellement et psychologiquement la perte de toute l'Europe occidentale en tant que glacis militaire effectif des Etats-Unis. D'où les vigoureuses réactions de ceux-ci au chant des « sirènes » soviétiques qui risque encore une fois d'amolir davantage la faible foi « atlantique » d'une bourgeoisie européenne profondément démoralisée et d'ardeur combattive encore pratiquement nulle.

Etant donné cette opposition des Etats-Unis, on peut conjecturer l'échec final de la proposition soviétique. Sauf en cas de réaction tellement forte des masses allemandes mettant Washington devant un fait accompli.

Mais il faut, d'autre part, compter avec les intentions ultimes du Kremlin lui-même. Rien ne permet encore de conclure que le Kremlin est définitivement décidé à sacrifier l'Allemagne orientale à un nouveau Reich uni, même dans le cas d'un gouvernement social-démocrate sorti d'élections libres sur tout le territoire de l'Allemagne.

Les négociations sur l'Allemagne, si jamais elles s'engagent sérieusement, risquent, par la nature de la question, l'importance de l'enjeu et la conjoncture internationale actuelle, de traîner dans le sillage des négociations « à la Corée », de s'enliser dans la procédure, d'être une forme d'épreuve de force.

Mais même une telle éventualité, retardant entre temps l'intégration « atlantique » de l'Allemagne, représenterait naturellement un avantage évident pour Moscou.

L'autre initiative soviétique prise à travers le Mouvement pour la Paix, celle de la Conférence économique qui s'est tenue au début d'avril, a exploité le malaise économique ressenti par plusieurs pays européens, en particulier à la suite du programme d'armements et des restrictions au commerce international, tous deux imposés par Washington à ses partenaires « atlantiques ».

De l'Angleterre à la Belgique, du Lancashire à Charleroi, le chômage et la mévente sévissent. Même aux Etats-Unis qui ont monopolisé la plus grande partie des matières premières disponibles et consacré des dépenses budgétaires colossales à cet effet, le réarmement n'a pu être le « coup de fouet » imaginé pour la production et, loin de renforcer même provisoirement l'équilibre de l'économie du pays, lui prépare en fait les pires lendemains.

Mais pour l'Europe, le réarmement constitue déjà un fardeau sous lequel succombent, l'une après l'autre, toutes les économies nationales qui avaient nourri l'illusion de se stabiliser ou même de connaître une ère de prospérité.

D'autre part, la coupure des relations économiques entre l'est et l'ouest imposée par Washington, accentue l'asphyxie de l'économie européenne et resserre autour de son cou le nœud coulant de l'« aide » américaine.

L'initiative du Kremlin sur le plan économique n'est pas critiquable dans son principe. Tout au contraire. Si elle était même plus large, plus audacieuse, plus sincère, elle pourrait servir de levier politique puissant pour aider, entre autres, le mouvement ouvrier de pays comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, à dégager des perspectives et des possibilités immédiates concrètes, et à faciliter dans tous ces pays l'accession au pouvoir de gouvernements socialistes ou socialistes-communistes. A son tour, une telle éventualité exercerait une profonde influence sur toute la situation internationale. La coopération économique la plus large entre ces pays, l'U.R.S.S., les « démocraties populaires », la Chine, pourrait permettre de démontrer, chiffres en main, qu'il existe aussi bien pour l'Angleterre que l'Allemagne, la France,